

## À Rennes, Terres de sources veut protéger l'eau tout en aidant les agriculteurs

24 juillet 2020 / Julie Lallouët-Geffroy (Reporterre)



Soutien aux filières locales grâce aux marchés publics, tarification sociale pour une alimentation accessible à tous, diminution des pesticides... À Rennes, pour préserver les ressources en eau, la métropole accompagne les agriculteurs situés à proximité de captages via l'ambitieux dispositif Terres de sources.

- *Rennes (Ille-et-Vilaine), reportage*

Pour se rendre sur l'exploitation porcine de Jean-Pierre Huard, à Billé, cinquante kilomètres

au nord de la capitale bretonne, le paysage est vert. Le vert flamboyant du maïs à perte de vue, sur des kilomètres. Le maïs est l'aliment indispensable pour nourrir les vaches. Les rares parcelles de blé sont quant à elles plutôt consacrées à l'élevage porcin, secondaire en Ille-et-Vilaine. C'est dans l'un d'entre eux que nous nous rendons.

Au début des années 2010, Jean-Pierre Huard a transformé son exploitation de porcs industriels en une production de porcs racés qui se vend à un bon prix. Un choix plus pragmatique qu'écologiste. À cette époque, la spéculation sur les céréales s'en donnait à cœur joie : « *J'étais complètement dépendant des cours mondiaux, j'ai commencé à m'endetter.* » L'éleveur a changé de braquet. Désormais sa production part dans la restauration gastronomique, la vente directe et les cantines scolaires :

J'y ai pris goût, je réintroduis des races porcines avec les Duroc et les porcs blancs de l'Ouest. »

Il y a deux ans, il a amorcé un nouveau tournant en intégrant le dispositif **Terres de sources** porté par la collectivité **Eau du bassin rennais**, en charge de l'approvisionnement en eau potable de 500.000 habitants et de la préservation de la ressource. Cette démarche incite les agriculteurs situés à proximité d'un point de captage à améliorer leurs pratiques et leur modèle d'exploitation. En échange, les collectivités achètent une partie de leur production pour les cantines scolaires. Quant au label Terres de sources, c'est un logo estampillé sur les steaks et les yaourts dans les supermarchés environnants. Grâce à lui, les consommateurs connaissent l'origine du produit et l'engagement du producteur. À venir, une ristourne en caisse pour les bénéficiaires des aides sociales.



Une bonne partie de la production de Jean-Pierre Huard part en vente directe.

Ce label garantit par ailleurs une juste rémunération du producteur par les industriels, en se basant sur la transparence des coûts. Ainsi, des éleveurs devraient pouvoir être payés dix centimes de plus par kilo de porc. Et le coût sur la traditionnelle galette saucisse — le *hoï dog* breton — augmenterait d'un centime pour le consommateur.

Jean-Pierre Huard satisfaisait plusieurs critères pour intégrer le dispositif : dans son élevage, il n'y a ni OGM ni huile de palme, et pas d'antibiotiques préventifs. Ensuite est venu l'état des lieux de son exploitation basé sur la **méthode Idea**. Trois volets — environnemental, social et économique — sont pris en compte. « *J'ai eu une note de 50 sur 100. Pour se faire une idée, les bio sont à 80-90.* » Peut mieux faire pour cet éleveur conventionnel.

Il s'est alors engagé à améliorer ses pratiques sur les quatre années suivantes. Il commence par l'abandon de certains pesticides, ceux qui se retrouvent le plus souvent dans les eaux brutes et qui sont les plus difficiles à traiter en station de potabilisation. Pour Jean-Pierre Huard, cela signifiait de faire une croix sur le diméthénamide et le nicosulfuron des désherbants pour le maïs. Sur un autre point de captage plus à l'Ouest, c'est le métolachlore qui pose le plus de soucis en station de potabilisation et qui sera banni pour les agriculteurs engagés. L'éleveur fait aussi évoluer ses cultures pour ne pas épuiser les sols. « *Avant, je ne faisais pousser que maïs et blé, là j'ai ajouté du colza et de la luzerne.* » [1]

Grâce à ces efforts, il sera dans les clous pour répondre au prochain marché public dédié aux cantines scolaires, et obtenir ainsi un nouveau débouché pour son élevage d'une centaine de truies. Il pourra aussi, s'il le souhaite, s'orienter vers la grande distribution avec le label Terres de sources.



L'éleveur cultive désormais colza et luzerne en plus du maïs et du blé.

Ce programme englobe tous les acteurs de l'alimentation : agriculteurs, consommateurs et industriels avec la préservation de l'eau comme fil rouge. Lauréat de l'appel à projet Territoire d'innovation, la collectivité Eau du bassin rennais a désormais un budget de plus de vingt millions d'euros pour développer l'initiative sur le territoire jusqu'en 2028. Et il y a de quoi faire. Avec une quarantaine d'agriculteurs impliqués sur les 3.000 exploitations situées en amont des douze points de captage, le potentiel est là. « *Nous avons posé les fondations du projet, il faut maintenant le déployer* », prévient, prudent, Daniel Helle. Le coordinateur du dispositif Terres de sources poursuit : « *Terres de sources est complémentaire aux autres actions que nous menons. Cette démarche ne va pas résoudre à elle seule les problèmes de qualité de l'eau que nous connaissons sur le bassin versant.* »

### 3 % des eaux sont dans un bon état écologique

En Ile-et-Vilaine, seulement 3 % des eaux de surface et souterraines sont dans un bon état écologique. On retrouve quasi systématiquement nitrates et pesticides dans les cours

d'eau. L'abondance de nitrates dans les eaux bretonnes a valu à la France une **troisième condamnation en 2014 par la Cour de justice européenne**. Elle a valu aussi aux Côtes d'Armor et désormais au Finistère sud d'avoir un **littoral couvert d'algues vertes** et putréfaction, bien connues pour leur dangerosité et leur odeur caractéristique d'œuf pourri.

Par ailleurs, la suppression des talus — et donc d'obstacles pour retenir et filtrer l'eau — durant le remembrement des années 1960 à 1980 a empêché l'écosystème de réguler l'écoulement des eaux. L'eau des rivières pompée pour les stations de potabilisation est brute, chargée des traitements administrés sur les cultures voisines. La collectivité Eau de bassin Rennais pompe ces eaux de surface, les traite en station et les envoie ensuite jusqu'au robinet des 500.000 habitants desservis. Les relevés réalisés à l'entrée des stations sont clairs : les désherbants pour maïs sont largement en tête, à l'image de l'omniprésence de ces cultures nécessaires à l'élevage bovin.



Le blé fait office d'exception parmi la multitude de maïs environnants.

La directive européenne sur l'eau voulait imposer un bon état écologique pour 100 % des eaux pour 2015. La France a négocié un report, qui court jusqu'en 2033 pour la Bretagne. Dans un **entretien** avec *Ouest France*, Jean Placines, directeur de la délégation Armorique de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, explique qu'« *on pourra avoir une carte beaucoup plus verte [signifiant des masses d'eau en bon état] d'ici sept ans et se rapprocher de Morbihan et des Côtes-d'Armor* ». En concentrant les actions sur des points stratégiques peut-être que l'Ille-et-Vilaine pourra atteindre en 2027 les 40 % de masses d'eau en bon état, comme dans les deux départements voisins. Loin des objectifs fixés par l'Europe.

## Construire une filière locale

Lancé en 2012 avec un premier marché public publié trois ans plus tard, le bilan de Terres de sources est difficile à évaluer aujourd'hui. « *Avec l'inertie du milieu naturel et les autres actions que nous menons, il faut selon moi attendre environ cinq ans pour voir les premiers effets sur la qualité de l'eau* », souligne Daniel Helle. Aussi ambitieux soit-il, ce programme ne peut à lui seul répondre aux enjeux agricoles et environnementaux bretons.



Jean-Pierre Huard organise de nombreuses visites sur son exploitation.

Le chef d'orchestre de Terres de sources explique : « *Nous ne sommes pas en train de changer le système : le volume de production animale reste le même avec son modèle de rotation des cultures et ses territoires restent spécialisés. Face à un système mondialisé on nous subissons la concurrence, à notre échelle, nous portons une agriculture locale pour relocaliser la production et mieux la valoriser.* »

Le fil rouge reste néanmoins la préservation de la ressource en eau. C'est sur ce critère que s'appuient les collectivités pour rédiger leurs marchés publics destinés aux cantines scolaires. Un fil qui peut évoluer en fonction des territoires. L'état des lieux Idea permet « *en fonction des objectifs fixés de choisir les critères sur lesquels mettre l'accent* » souligne Daniel Helle qui a déjà reçu plusieurs collectivités d'autres départements intéressées par Terres de sources.

---

[1] Pour maintenir la productivité d'un sol exploité en monoculture, le recours aux

pesticides devient nécessaire. **Le sol s'épuise, s'appauvrit en matière organique, s'érode vers les rivières.**

---

**Source et photos** : Julie Lallouët-Geffroy pour *Reporterre*

. chapô : La majeure partie de ses porcs sont élevés sur caillebotis.

- [Emplacement](#) : [Accueil](#) > [Alternatives](#) >
- [Adresse de cet article](#) : [A-Rennes-Terres-de-sources-veut-protger-l-eau-tout-en-aidant-les-agriculteurs](#)